



La Commune



Manifeste du 1er mai

Venezuela

Alors que l'impérialisme américain, par l'intermédiaire de Condoleezza Rice, ne cesse de lancer des menaces contre le Venezuela, tout en s'appuyant particulièrement sur le gouvernement Lula pour qu'il exerce des pressions sur le Président Chávez, il est bon de rompre le mur du silence sur le processus révolutionnaire en cours dans ce pays. Le manifeste lancé le 1er mai par nos camarades d'OIR (Option de Gauche Révolutionnaire) témoigne des développements en cours et des discussions qui traversent tout le mouvement ouvrier et populaire. En voici de larges extraits. [Les intertitres sont de la rédaction.]

Les travailleurs veulent ce qui leur appartient : ils ne veulent pas 30 % du capitalisme. Ils ont besoin à 100 % du socialisme.

[...] Nous retenons que le Président Hugo Chávez parle de la nécessité de dépasser le capitalisme et de lutter pour atteindre le socialisme. Mais ce qui nous préoccupe le plus, c'est que ce socialisme préconisé par le Président se réduit à solliciter des patrons qu'ils remettent 30 % des actions de " leurs " entreprises aux travailleurs, ceci étant censé développer la production et éviter les conflits du travail. Avec cette politique, on va aboutir à faire durer le capitalisme et notre misère.

Conciliation impossible

Une des caractéristiques fondamentales du gouvernement du Président Chávez est son indépendance politique par rapport aux puissances impérialistes. Cependant, nous ne pouvons comprendre comment il peut parler de socialisme et dans le même temps mener une politique pétrolière qui met en cause notre souveraineté sur notre principale richesse naturelle.

Les gouvernements des pays impérialistes font pression sur le gouvernement vénézuélien et celui-ci fait d'importantes concessions aux multinationales. Chevron, BP, Repsol, Total, Esso, les nouveaux capitalistes chinois et russes font la queue pour garder une bonne part de la rente pétrolière, en s'assurant que notre pays leur fournit sans problème le combustible dont ils ont besoin pour le fonctionnement de leurs économies et de leurs machines de guerre contre les pays pauvres.

Il est paradoxal que, alors que l'économie a connu l'an passé une croissance de 17 %, la pauvreté ait augmenté dans les six dernières années de près de 10 %, passant de 43 % à 52 %, selon les chiffres officiels eux-mêmes. Ainsi, les riches sont de plus en plus riches et nous, les pauvres, sommes de plus en plus pauvres.

Les réserves de devises dépassent les 25 milliards de dollars, mais le gouvernement propose que le surplus soit utilisé pour rembourser une dette extérieure frauduleuse et illégitime qui atteint 40 % du Produit Intérieur Brut, alors que les oligarques qui ont hypothéqué le pays auprès de la banque multilatérale et du Fonds Monétaire International ont une grande partie de ces sommes sur leurs comptes personnels.

Le gouvernement parle de dépasser le capitalisme, mais il penche davantage pour soutenir les patrons avec de grands crédits alors que le bolívar est dévalué, ce qui baisse la valeur de notre force de travail ; [...] il n'autorise pas l'augmentation des salaires pour tous les travailleurs vénézuéliens qui, seule, permettrait de répondre aux besoins élémentaires des familles. 400 000

bolívares ¹ sont une misère qui permet seulement de faire face au tiers de ce qui est nécessaire pour survivre dignement.

Quel système économique ?

Le socialisme, c'est la démocratie et l'égalité sociale. Les travailleurs et le peuple se sont sacrifiés pendant des décennies, nous avons donné le meilleur de nous-mêmes pour la croissance économique du pays. Nous avons offert notre vie pour défendre le gouvernement du Président Chávez contre les attaques de l'impérialisme et de l'oligarchie. Nous avons mis la nation en marche quand les patrons voulaient la paralyser. Il est juste que nous, exploités des villes et des campagnes, nous qui produisons réellement les richesses et qui avons défendu le pays contre l'agression étrangère, disions quel est le système économique dont nous avons besoin et que nous voulons.

Le modèle économique dont nous avons besoin doit être le contraire du capitalisme. Nous ne voulons pas qu'une minorité parasitaire soit propriétaire des entreprises, de la terre, des banques. [...]

Un bilan

De nombreuses expériences révolutionnaires dans le monde ont démontré clairement que tout processus révolutionnaire qui ne s'approfondit pas ou qui tente de concilier les intérêts des exploités et des exploités aboutit malheureusement à la dictature, à la mort, à la misère.

C'est ce que nous avons vu au Chili, au Nicaragua ou, plus récemment, en Équateur, où le peuple a dû se mobiliser pour chasser le gouvernement du colonel Lucio Gutiérrez, qui bradait la souveraineté du pays et plongeait la population dans la misère. [...]

Nous devons aussi apprendre de l'expérience du gouvernement du Parti des Travailleurs au Brésil : un Président issu du sein de la classe ouvrière, mais avec une mentalité et un programme réformiste et pro-capitaliste, qui joue aujourd'hui le rôle du bon élève dans l'application des mesures économiques du Fonds Monétaire International. Pour sa gestion en faveur du FMI, Condolezza Rice n'en finit pas de le féliciter d'avoir su dépasser ses " *origines de classe pauvre* ". Une telle situation peut se reproduire avec le gouvernement du " Frente Amplio " en Uruguay, si ses dirigeants persistent à coexister, vivre et co-gouverner avec les patrons et les multinationales.

Quelle stratégie ?

C'est pour ces raisons que l'issue au Venezuela ne peut en aucun cas être la conciliation. [...]

La stratégie des travailleurs n'est pas la conciliation de classe ; la cogestion et le contrôle ouvrier des entreprises non plus. Nous luttons pour ces deux objectifs pour démontrer l'impossibilité de concilier les intérêts des patrons avec ceux des travailleurs. Le contrôle ouvrier et la cogestion ne sont pas la " gestion partagée du pouvoir dans les entreprises ", ceci n'est que du réformisme au service du capital. La cogestion et le contrôle ouvrier doivent être le fruit de la lutte quotidienne et décidée des travailleurs et du peuple pour maîtriser le contrôle des entreprises publiques, privées et de l'État.

C'est une situation transitoire dans laquelle les travailleurs se préparent au contrôle des entreprises, se préparent à en finir avec l'irrationalité capitaliste. [...]

La stratégie des travailleurs et du peuple est l'expropriation de tous les capitalistes ; la restauration de notre souveraineté absolue par la nationalisation de nos ressources naturelles sans indemnisation des multinationales, le développement d'une puissante réforme agraire qui élimine la grande propriété sur la terre pour accroître la production au service de la population. Notre tâche consiste à détruire les gouvernements des patrons, leurs régimes corrompus et singulièrement l'État capitaliste, pour le remplacer par un État ouvrier avec un Régime de démocratie ouvrière et un gouvernement des travailleurs et du peuple. Notre mot d'ordre est et continue d'être : tout le pouvoir aux travailleurs. C'est pour cela que nous disons : " *Nous voulons 100 % du socialisme et non 30 % de miettes du capitalisme* ". [...]

Nous construisons un outil politique des travailleurs pour lutter pour le pouvoir. L'éloignement de la population par rapport aux nouveaux partis de la Ve République s'accroît. À Caracas, seule une minorité a participé aux élections internes du MVR, tandis que le PPT et Podemos  n'ont pas eu les forces suffisantes et ont fini par appeler à un accord verbal.

Des plaintes s'élèvent de la part d'honnêtes militants contre les fraudes dans les élections internes au MVR. L'affrontement entre les nouveaux caciques politiques de la Ve République dépasse les frontières locales et des états.  De nombreux compatriotes pensaient, en s'inscrivant dans les rangs de ces organisations, qu'ils allaient pouvoir passer par-dessus les " chefs " politiques. Ça n'a pas été possible, car déjà ces partis fonctionnent à l'image de ceux de la IV e République. S'ils obtiennent des millions de voix aux élections, c'est parce qu'ils se présentent sous le doigt protecteur et le prestige dont jouit le président Chávez.

Ce qu'il nous faut souligner en ce 1er mai, c'est que la population lutte et avance, prend conscience. [...]

Pour un Parti des Travailleurs

À tous, nous disons : construisons ensemble notre outil politique. Comme nous avons construit cet outil merveilleux qu'est l'UNT, pour engager la bataille contre les patrons ennemis du processus révolutionnaire, il est nécessaire, plus que jamais, de construire notre propre parti des travailleurs et du peuple pour lutter pour le socialisme. [...]

La rédaction d'OIR.

Modifié le lundi 20 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Venezuela



Contre l'interventionnisme et les menaces militaires impérialistes

Nous reproduisons des extraits du texte publié sur le site apporea.org par nos camarades vénézuéliens de Marea Socialista. >>



La crise au Venezuela atteint un niveau sans précédent

Contre la faim, la répression, la mort et la décadence sociale, le mécontentement se voit partout. Tous les jours, les mobilisations dans les rues sont énormes. Le phénomène n'a rien à voir... >>



Où va le Venezuela ?

Pour comprendre la situation et lever le voile sur les informations qui sont diffusées dans le monde, inutile d'écouter la coalition de droite (MUD) pro-impérialiste ni la version du président... >>



Au cœur du marasme, un pôle anticapitaliste de masse prend corps



Le Venezuela traverse une crise économique et politique majeure : le pays miné par la chute du cours du pétrole, dans la mesure où 90 % de ses revenus proviennent de la vente de l'or noir, a... »



L'Amérique latine et les défis de la gauche

L'Amérique latine entre dans une phase de changements, avec de nouveaux processus, de nouveaux gouvernements, l'échec de projets antérieurs et une nouvelle politique des USA vis à vis de la... »



Pour un nouveau pôle

Nous reproduisons ici un article paru dans le numéro 663 de la revue Alternativa Socialista, sur les derniers développements au Venezuela. »
